

REGARD Journalistes et cameramans la nuit à Bagdad. Photo AP.



« Si vous mettez le pied en Irak, vous êtes en danger de mort »

À BOUT PORTANT

Roger Auque

Grand reporter indépendant, en poste à Bagdad depuis près de deux ans, otage du Hezbollah au Liban en 1987

Quelles sont les raisons qui vous poussent à rester en Irak malgré la flambée de violences qui s'empare du pays à moins de trois semaines des élections législatives en Irak ?

Après vingt-cinq années de journalisme, plusieurs couvertures de conflits pour la presse écrite, télévision et radio, je reste passionné par mon métier de grand reporter. La présence américaine en Irak et les tensions qu'elle entraîne enrichissent l'actualité d'autant plus que la tenue des élections maintenues au 30 janvier prochain est à mon sens un test pour la politique de Washington. Il y a ici un risque d'éclatement du pays, de guerre civile entre les chiïtes et les sunnites après le scrutin. Pour des raisons plus personnelles, cette fois, jusqu'à présent aucun des médias pour lesquels je travaille en Irak ne m'a encore proposé un poste de salarié suffisamment intéressant pour me convaincre d'abandonner Bagdad.

Dans quelles conditions exercez-vous votre métier de journaliste en Irak ? Et comment s'articule votre quotidien dans un pays en guerre ?

J'évolue dans un quartier de deux kilomètres de long sur cinquante mètres de large dans le complexe hôtelier Sheraton-Palestine. Il s'agit d'un lieu sécurisé

par l'Armée américaine dans lequel vivent plusieurs journalistes étrangers et irakiens. Je n'esors que très peu en raison des risques encourus à l'extérieur. Lorsque je veux m'informer de la situation, je joins par téléphone des interprètes et des journalistes irakiens. Beaucoup d'entre eux viennent me rendre visite à l'hôtel pour me tenir au courant des derniers événements. Je limite au maximum mes déplacements.

« Le président Chirac a raison. Les envoyés spéciaux doivent nécessairement prendre des risques »

ments. Lorsque je sors, je ne reste pas plus d'un quart d'heure sur les lieux afin d'éviter d'être repéré par des réseaux très implantés à proximité des lieux de résidence des journalistes. Mes contacts irakiens sont indispensables car ils m'apportent un éclairage de la situation autre que les agences de presse. Dans la journée, je m'octroie toujours un laps de temps pour courir au bord du Tigre et me permettre de décompresser.

Que pensez-vous des réactions des autorités françaises qui conseillent aux journalistes de

se rendre en Irak à la suite de la disparition de Florence Aubenas ?

Le président Chirac a raison. Les envoyés spéciaux qui viennent pour une semaine doivent nécessairement prendre des risques en sortant du matin au soir pour être plus productifs. À Bagdad, limiter les déplacements est essentiel pour rester en vie. Les permanents en Irak ne peuvent en aucun cas se permettre de bouger tous les jours car ils se font repérer et enlever. Aujourd'hui, il est impossible à cent pour cent de voyager en dehors de Bagdad sans mettre en danger sa propre vie.

À partir de quand la situation s'est réellement dégradée selon vous ?

Le vrai tournant a été incontestablement en août 2003, lors de l'attentat qui a visé le siège de l'ONU à Bagdad. On est passé de la guerre au terrorisme international. Leur manière d'opérer : à savoir un camion piégé qui explose aux portes d'une telle institution et qui tue en masse, rappelle le Liban. J'ai compris que cet acte terroriste changerait la donne, que rien ne serait plus comme avant en Irak et que nos façons de travailler en seraient bouleversées. C'est ce qui s'est passé. Les voitures piégées, les attentats suicides ont précédé les rapt d'hommes d'affaires, de journalistes et de politiciens.

Vous sentez-vous en danger en Irak ?

À partir du moment où vous mettez le pied en Irak vous êtes en danger de mort. Pour ma part, l'enlèvement est ce que je crains le plus pour avoir déjà été otage. Il nous suffit de sortir du quartier protégé pour être la

proie potentielle de gangsters, attirés par l'appât du gain, qui n'hésiteront pas à vous vendre à des groupes plus structurés, voire plus politisés. Si c'est le cas, mieux vaut tenter de s'échapper, au risque de se faire tirer dessus. Le kidnapping est un risque plus important que l'éclat d'obus et l'attentat qui sont inhérents à la

« Avant, le journaliste avait une certaine immunité. Aujourd'hui, le jeu a changé »

guerre. L'enlèvement ne fait pas partie du métier de journaliste, ce n'est pas un risque de guerre. Avant, le journaliste avait une certaine immunité. Aujourd'hui, le jeu a changé. Les criminels et terroristes enlèvent des journalistes innocents qui ne font que leur métier.

À votre avis que s'est-il passé pour Florence Aubenas et son traducteur ?

Ils ont très certainement été enlevés par un gang non structuré. Comme on peut le voir, la nationalité française ne protège pas en Irak. Désormais, tous les Occidentaux sont des cibles. C'est terrible car les conditions de détention sont souvent extrêmement difficiles à supporter car vous êtes enchaîné, ligoté, trimballé d'un endroit à un autre. Vous dépendez de voyous ou encore d'extrémistes pour manger, prendre votre douche, aller aux toilettes. C'est une perpétuelle humiliation. Tant qu'on ne l'a pas vécu, on ne peut pas s'imaginer les souffrances endurées.

Propos recueillis à Bagdad par ANNE-SOPHIE LE MAUFF

Tsunami : le reflet du clivage Nord - Sud

CARTE BLANCHE

Pierre Ozer

Coordinateur scientifique du DES en gestion des risques naturels, Université de Liège

La vague de dix mètres qui a déferlé sur l'Asie du Sud-Est peu après Noël montre à quel point l'homme est fragile par rapport aux catastrophes naturelles. En outre, elle met en relief la disparité qui existe entre les pays développés et le reste du monde.

Ainsi, en m'appuyant sur les dernières statistiques de la société de réassurance Munich Re, il appert que le coût des catastrophes naturelles de l'année 2004 s'élève à 130 milliards de dollars américains, un sommet rarement égalé dans l'histoire. De ces pertes économiques, près du tiers (40 milliards de dollars) a été couvert par les assurances.

Et le tsunami qui a ravagé les côtes du Sud-Est asiatique ? Il n'en coûtera que 100 millions de dollars au secteur des assurances, soit bien moins d'un pour cent du total de l'année écoulée. Une si petite somme pour le plus grand cataclysme naturel de ces vingt dernières années, pour cette lame qui a tué autant en quelques dizaines de minutes que toutes les catastrophes naturelles réunies de ces dix dernières années.

Par contre, les quatre cyclones tropicaux qui ont heurté les Caraïbes et le sud-est des États-Unis en août et septembre ont coûté 28,5 milliards de dollars aux assurances pour un peu plus de 2.000 victimes, essentiellement recensées à Haïti et en République Dominicaine.

Le bilan est sans appel, alors que les pays développés enregistrent relativement peu de victimes et assurent leurs biens, c'est

Dépenser tant d'argent pour un système d'alerte précoce au tsunami n'a guère de sens

tout l'inverse qui s'observe dès que l'on migre vers le sud. Pas de système d'alerte précoce, pas ou peu de prévention ni de sensibilisation du public au danger, un aménagement du territoire inexistant, un environnement sans cesse dégradé, une explosion urbaine, et tant d'autres causes favorisent l'amplification de certaines calamités et font que les pays du Sud sont toujours plus vulnérables face aux catastrophes naturelles. Par ailleurs, la préoccupation principale de ces populations se concentre sur leur survie et non pas sur l'assurance de leurs biens, assurances dont les primes sont inaccessibles.

Mais pouvait-on réellement réduire les pertes en vies humaines ? Suite à la première catastrophe naturelle mondialisée comme l'écrivait récemment Bernard Debarbieux (« Le Soir » du 6 janvier), combien de fois ne nous a-t-on pas répété qu'un système d'alerte précoce au tsunami existe pour le Pacifique, mais n'est pas calibré pour d'autres mers comme l'océan Indien. Il a été écrit également que, si un tel système avait existé en Asie du Sud-Est, des milliers de vies humaines auraient pu être épargnées. Et maintenant, il se dit que des spécialistes vont créer ce système pour la région récemment sinistrée. Cela devrait coûter quelques centaines de millions d'euros. Mais doit-on s'en réjouir ?

Sans être réellement spécialiste des tsunamis mais plutôt de la gestion des risques naturels, je risquerai de jeter un pavé dans la mare et heurter certains lecteurs déjà traumatisés par cette catastrophe, mais dépenser tant d'argent dans ce genre de système n'a que peu de sens.

En effet, un séisme déclencheur de cette importance (magnitude 9,0) est extrêmement rare au niveau mondial, approximativement un tous les vingt ans depuis l'aube du XX^e siècle sur la planète. En Asie du Sud-Est, le tremblement de terre qui a généré l'onde meurtrière est probablement le plus fort jamais enregistré au cours des cent dernières années. Et c'est là que se pose la question : « Quelle est l'occurrence de ce type de phénomène en Asie du Sud-Est ? ». Il n'est pas improbable que la réponse à cette question soit de l'ordre de 1.000 ans, voire plus encore.

Alors pourquoi créer un système d'alerte précoce au tsunami après ce fait du sort alors que le risque est quasi inexistant à l'échelle de plusieurs générations ? Pourquoi vouloir mettre sur pied un tel système coûteux par rapport à ce phénomène rarissime, alors que les risques climatiques extrêmes provoquent bien plus de morts et de dégâts économiques sur le long terme ?

Les raisons sont multiples et intègrent l'émotion du moment, la volonté de certains pays occidentaux durement touchés par cette calamité de marquer le coup alors que d'autres y voient la possibilité de promouvoir leur technologie et de l'étendre à d'autres zones géographiques.

Toujours est-il que le système en question ne peut être performant que dans des sociétés

ayant des réseaux de transfert d'informations qui fonctionnent de manière optimale comme c'est le cas aux États-Unis ou au Japon. Or, cela n'est manifestement pas la situation des pays récemment affectés dès lors que l'on se rend compte que certains touristes occidentaux séjournant momentanément dans les pays concernés ne sont pas informés de la tragédie qui s'y déroule. Alors, comment imaginer une seule seconde que le risque d'une vague de plusieurs mètres de haut pouvant tout détruire sur sa course potentielle puisse être annoncé aux populations locales dans un délai de quelques dizaines de minutes ?

Ce qui est essentiel dans ces pays, c'est d'aider les populations à se développer sur le long terme pour qu'elles puissent être aptes à s'approprier leurs propres technologies, c'est de pro-

Ce qui est essentiel, c'est d'aider les peuples de ces pays à se développer sur le long terme

mouvoir l'éducation des populations locales pour qu'une certaine culture du risque soit assimilée, pour que les réflexes de prévention soient intégrés, pour faire en sorte que, la prochaine fois qu'elles verront la mer se retirer anormalement durant quelques minutes, elles se réfugieront à l'intérieur des terres.

Finalement, ce qui a marqué également dans cette catastrophe, c'est que près d'un tiers des 150.000 personnes happées par la vague étaient des enfants. Une situation vécue sous d'autres latitudes nous permet de « relativiser » cette triste réalité. Rendons-nous au Niger, pays pauvre parmi les pauvres qui – comme la Belgique – compte dix millions d'habitants, flanqué d'un territoire majoritairement impropre à la vie et où les parties « fertiles » sont menacées par des déficits pluviométriques chroniques ainsi que par la désertification. Dans ce pays sahélien, qui ne connaît pas la guerre civile et qui est encore relativement épargné par la pandémie du sida, le taux de mortalité infantile atteint 270 ‰. En d'autres termes, plus d'un enfant sur quatre meurt avant l'âge de cinq ans sans que grand monde ne soit vraiment ému par ce drame au quotidien. Sachant que près d'un million d'enfants nigériens se trouvent dans cette classe d'âge, je laisse au lecteur le soin de faire le calcul. Le nombre de décès d'enfants au Niger équivaut donc, chaque année, à l'effet de plusieurs tsunamis. Pourtant, les remèdes existent, mais il est vrai que ces enfants ne meurent pas en une poignée de minutes sur les plages idylliques prisées par les touristes occidentaux...

COURRIER

Appel entendu !

Après la lecture de la « Carte blanche » de Serge Moureaux publiée dans « Le Soir » de ce jeudi 13 janvier, je me suis dit : Enfin, voilà les paroles que l'on attendait ! Je me souviens parfaitement de la formidable manifestation de la Bourse, le 25 juin 1970, à l'appel du bâtonnier Van Ryn. Ce jour-là, bien que très jeune encore, je me suis senti fier d'être francophone et bruxellois. Hélas, ce fut peut-être la dernière fois. En effet, depuis ces événements si importants, les citoyens de langue française de la capitale n'ont fait que subir avanée sur avanée, ils n'en peuvent plus à force d'avaler des couleuvres.

Ayant échoué, relativement, dans ses tentatives pour s'imposer à Bruxelles par la voie légale, la Flandre extrémiste, et obsti-

née, est toujours à la recherche de nouvelles stratégies. Aujourd'hui, elle essaie l'arme économique, qu'elle camoufle sous des alibis culturels. Les Bruxellois francophones sont traités, chez eux, comme une minorité méprisée, dans leur ville et leur Région où ils constituent pourtant l'écrasante majorité (entre 85 et 90 %) ! Une situation aussi scandaleuse ne pourra plus durer longtemps. A quand le prochain Rassemblement bruxellois ?

ROBERT MASSART PAR COURRIER

Pour nous écrire

Vous pouvez envoyer vos lettres au service Forum par courrier postal (« Le Soir », 120, rue Royale, 1000 BXL), par fax (02-225.59.14), par courriel (forum@lesoir.be).

CADILLAC SRX.
LA PUISSANCE DE LA BEAUTE.



BREAK THROUGH

Le voici : le tout nouveau Cadillac SRX. L'incarnation de la beauté et de l'individualisme disponible en deux motorisations, un V6 et un V8. A la pression d'un simple bouton vous pouvez déplier la troisième rangée de sièges en option et rendre le SRX assez spacieux pour sept personnes. Partagez l'incomparable impression d'espace offerte par le plus grand toit ouvrant de sa catégorie et découvrez la combinaison parfaite entre design et technologie. Rendez-vous visite pour un essai. Cadillac SRX.

A partir de € 46.950,- incl. TVA.



Cadillac

VENEZ DECOUVRIR NOS CONDITIONS SALON EXCEPTIONNELLES |

JUSQU'AU 28-02-05

> CADILLAC - BRUSSELS

Chaussée de Louvain 327, 1932 Zaventem | tél. 02 711 20 60 | www.kroymans-brussels.com